



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E47527

VALABLE JUSQU'AU 26/01/2026

ÉDITÉ LE

27/11/2025

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/04/1991

Forme juridique : SARL

Capital : 22 867

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC LA ROCHE SUR YON

Siret : 381 245 240 00035

Code NACE : 4321A

Numéro caisse de congés payés : 5421528

Assurance Responsabilité Travaux :

AXA ASSURANCES IARD 7290995704

Assurance Responsabilité Civile :

AXA ASSURANCES IARD 7290995704

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/12/2024

Raison sociale : INSTALLATION ELECTRIC CHAUFFAG PLOMBERIE

13 RUE DES ARTISANS
ZAC DE LA RIVIERE
85160 SAINT-JEAN-DE-MONTS

Téléphone : 02 51 58 65 64

Fax :

Portable : 06 26 28 69 56

Site Internet :

E-mail : contact@iecp.fr

Responsabilité légale :

COUTHOUIS ALAIN GÉRANT

Effectif moyen : 9

Tranche de classification : EFF2A

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5111	Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m² (Technicité courante) Mention RGE	27/01/2022
5212	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m² Mention RGE	27/01/2022
5231	Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m² Mention RGE	27/01/2022

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	27/01/2022
o Pompe à chaleur : chauffage	27/01/2022
o Chauffe-Eau Thermodynamique	27/01/2022
o Radiateurs électriques, dont régulation.	27/01/2022

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.